

pourrions alors discuter des détails de ces trois milliards de dollars dont il aurait alors besoin. On nous demande simplement à ce moment-ci d'approuver des emprunts globaux de 14 milliards, dont 11 milliards, 10.98 milliards à des fins précises, plus trois milliards à d'autres fins qui ne sont pas déterminées. Le gouvernement dit tout simplement qu'il en a besoin en cas d'urgence. Je n'aurais pas d'objection—et je pense que nous adopterions ce bill plus rapidement—si le gouvernement se limitait à demander seulement onze milliards aujourd'hui et à revenir avec un autre bill dans six mois pour obtenir trois milliards additionnels.

A mon avis, ce serait de la gestion fiscale bien fondée. Je ne vois pas pourquoi on n'adopterait pas cette ligne de conduite. Ainsi, le gouvernement se sentirait un peu plus forcé de répondre de ses actes devant le Parlement, ce qui semble être de moins en moins le cas. L'opposition serait ainsi beaucoup mieux placée pour examiner les dépenses que le gouvernement se propose de faire au nom des électeurs qui nous envoient ici, à grands frais, soit dit en passant.

J'aimerais dire un mot du genre d'exemple que le gouvernement donne. Dans mon coin de pays, l'ouest du Canada, depuis de nombreuses années nous sommes témoins de graves controverses au sujet de notre réseau de transport. Les gens ne sont pas sans savoir que nous avons manqué de moyens de transport adéquats pour tirer pleinement parti de l'exportation des céréales que non seulement nous sommes capables de produire, mais aussi, et c'est plus important, qui sont en grande demande partout dans le monde. On convient généralement—bien qu'il soit difficile d'être précis et qu'il ne s'agisse que d'un montant approximatif—qu'au cours des deux ou trois dernières campagnes agricoles, nous avons perdu un demi-milliard de dollars au titre de l'exportation de céréales de l'Ouest. Certes, ce montant d'un demi-milliard n'est pas très impressionnant si on le compare aux déficits budgétaires du gouvernement, mais c'est bel et bien un montant considérable en ce qui concerne l'exportation de céréales. Il correspond en effet à une production importante pour les céréaliers. Ce montant représente les ventes que nous aurions réalisées mais que nous n'avons pu conclure faute d'un réseau de transport efficace permettant d'exporter ces céréales. Voilà un aspect de la question.

L'autre aspect est plus important. Il s'agit de notre potentiel. Chacun sait que les agriculteurs, si on leur donne l'occasion de produire, peuvent se montrer très ingénieux. Ils produiront si on leur en donne la possibilité, mais surtout si on les y encourage. Si nous avions pu expédier ces céréales d'une valeur d'un demi-milliard de dollars, nos silos se seraient vidés et nous aurions eu de l'argent en circulation; cela aurait suffi à encourager les agriculteurs à produire davantage. A mon avis, nous avons perdu au moins un milliard de dollars sous forme de ventes de céréales que nous aurions pu conclure, si nous avions vendu et transporté vers les marchés les céréales dont nous disposons actuellement dans l'ouest. Cela représente beaucoup d'argent monsieur l'Orateur, plus qu'un demi milliard voire même un milliard de dollars.

Les gens savent fort bien je crois, que les agriculteurs ont l'habitude de dépenser leur argent à bon escient. Dès qu'ils gagnent de l'argent ils le dépensent pour acheter des machines agricoles, effectuer des réparations, acheter des engrais et c'est ainsi qu'une grosse partie de cet argent est remise en circulation dans le reste du pays. Cet argent est ainsi redépensé

plusieurs fois. Ce fait de dépenser et de redépenser s'appelle en économie «l'effet multiplicateur». On peut donc dire que cet argent serait dépensé deux ou trois fois, ce qui peut alors facilement représenter une somme de 3 ou 4 milliards de dollars sous forme d'activité économique supplémentaire engendrée dans notre économie.

J'ai sous la main des chiffres provenant de la Bibliothèque du Parlement qui indiquent la part du PNB ou le montant total des dépenses que le gouvernement fédéral peut prélever sur ce montant d'argent. Il s'élève à environ 30 p. 100. Si nous prenons 30 p. 100 de 4 milliards de dollars sous l'activité économique supplémentaire au sein de l'économie, nous constatons que le gouvernement pourrait faire un profit net de un milliard de dollars en recettes fiscales. C'est une prévision qui pourrait facilement se vérifier. C'est un milliard de dollars qui contribuerait considérablement à satisfaire les besoins d'argent du présent gouvernement.

Comme je l'ai déjà signalé, c'est là le genre de mesures que le gouvernement fédéral devrait prendre, à mon avis. Il devrait voir à ce que nous ayons un réseau de transport qui nous permette de stimuler l'activité économique, de créer des emplois et des revenus dans l'Ouest et qui ait des retombées économiques sur toutes les autres parties du pays. Comme on l'a fait remarquer à maintes reprises auparavant, une bonne partie de ce montant reviendrait à la région centrale du Canada où se trouvent la plupart des industries manufacturières. Il bénéficierait aux sociétés comme Massey-Ferguson qui connaît des difficultés financières à l'heure actuelle. Voilà les secteurs qui profiteraient d'une telle mesure. Le gouvernement n'aurait plus besoin de réclamer des garanties, comme il le fait à l'heure actuelle, à quelques-unes des grandes sociétés. A mon avis, c'est là le genre de mesures dont le gouvernement devrait prendre l'initiative et assurer la mise en œuvre.

Je dois maintenant formuler des critiques, même si je ne suis pas encore imbu d'esprit de parti. J'aimerais que le gouvernement se montre plus logique dans ses déclarations au sujet du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. La semaine dernière, le ministre de l'Agriculture était à Edmonton où il a parlé du tarif. Je voudrais citer un passage de l'allocution qu'il a prononcée le 29 janvier 1980 devant l'Association des producteurs de colza de l'Alberta:

Je sais que les avis des gens ici présents diffèrent quant au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Vous êtes en faveur que l'on prenne une décision. Je suis également de cet avis. Et j'estime que cette question doit être réglée sans tarder—si possible, au début de la prochaine campagne agricole.

Eu égard à l'efficacité du gouvernement, la déclaration est assez optimiste, si l'on songe à la raison d'être du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau et à la façon dont il est enraciné dans la politique de l'ouest du Canada.

Le ministre de l'autre endroit chargé de la Commission canadienne du blé a justement déclaré à la presse au cours du week-end qu'au fond, il lui importait peu que la question du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau soit jamais réglée. Il dit que tant qu'à lui c'était un avantage pour l'ouest du Canada et qu'il lui importait peu que la question soit jamais réglée. Nous entendons le ministre de l'Agriculture nous dire qu'il aimerait que la question soit réglée et qu'il a bon espoir qu'elle le sera vers le début de la prochaine année-récolte, soit le 1^{er} août 1981. D'autre part, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé (M. Olson) dit qu'il ne sait pas si ce problème a seulement besoin d'être réglé.